



Déclaration liminaire du CDAS du 12/04/22

Monsieur le Président,

Comme lors des précédents CDAS, nous ne pouvons que nous indigner face au devenir de l'action sociale. Ce qui n'était encore il y a un an qu'un projet désastreux de réorganisation de l'action sociale est désormais une réalité. Il y aura bien un responsable régional en charge d'organiser et de mettre en œuvre la politique d'action sociale dans la région. Il animera et encadrera les délégués de l'action sociale relevant de son ressort territorial.

En aucun cas, le responsable régional n'aura de rôle de terrain dans les départements. Pour Solidaires Finances, il s'agit là d'un échelon supplémentaire inutile dont la seule vocation est de préparer à un futur fonctionnement purement régional et sans aucune prise en compte des besoins départementaux. Nos délégués seront seulement des délégués de «proximité».

Rien de plus facile aujourd'hui pour le Secrétariat Général que de demander à un délégué de proximité la prise en charge de l'action sociale de plusieurs départements : l'Ariège en serait d'ailleurs l'illustration.

Lorsque ces délégués de proximité ne pourront plus supporter la charge de travail, l'action sociale sera alors réduite à peau de chagrin. Le seul résultat de ces remaniements est, comme dans nos services, d'épuiser et de démotiver les agents qui s'investissent pleinement dans leur travail.

Qu'en sera-t-il de l'action sociale 31 dans quelques mois voire des actions prévues pour cette année ?

Solidaires Finances déplore une nouvelle fois cette destruction de l'action sociale, de son réseau et le futur bien sombre que lui réserve le SG.

En ce qui concerne le CDAS d'aujourd'hui, SOLIDAIRES s'exprimera sur tous les points à l'ordre du jour.

Pour finir, nous tenons à remercier l'ensemble des membres de la délégation pour le travail fourni et la qualité de nos échanges.